Bulletin sur le marché du travail

Québec

Édition annuelle 2015

Ce Bulletin sur le marché du travail fournit une analyse des résultats de l'Enquête sur la population active pour la province de Québec et ses régions.

APERÇU

Alors que l'emploi avait fait du surplace en 2014, une croissance modérée a été enregistrée pour 2015 au Québec. Selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, il y avait, en 2015, 37 300 personnes en emploi de plus par rapport à 2014, soit une augmentation de 0,9 %. Il s'agit d'un taux de croissance tout près de la moyenne des cinq dernières années (1,0 %). D'une part, la province a profité d'une expansion lente de ses exportations, grâce, entre autres, à la dépréciation du dollar canadien et à la reprise économique américaine. Par contre, la demande intérieure (consommation, dépenses gouvernementales et investissement) a peu contribué. N'empêche qu'à 4 097 000 emplois, le niveau d'emploi n'a jamais été aussi élevé au Québec depuis le début de la publication des données.

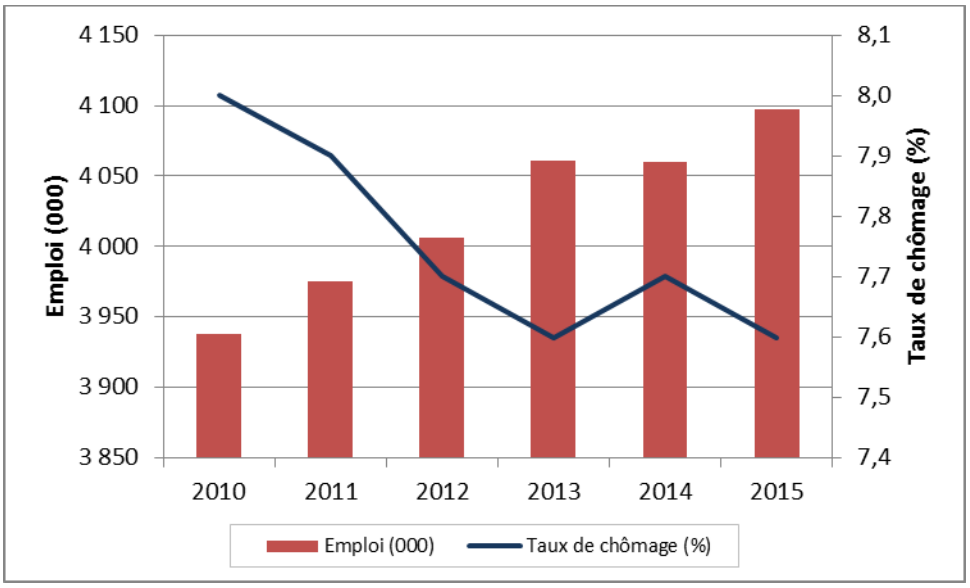
Données annuelles sur la population active, Québec

	2015	2014	2013	2014 à 2015		2013 à 2014	
				Nombre	%	Nombre	%
Population 15 + (000)	6 843,3	6 802,2	6 755,3	41,1	0,6	46,9	0,7
Population active (000)	4 434,2	4 400,0	4 393,5	34,2	0,8	6,5	0,1
Emploi (000)	4 097,0	4 059,7	4 060,8	37,3	0,9	-1,1	0,0
Temps plein (000)	3 290,3	3 245,3	3 277,8	45,0	1,4	-32,5	-1,0
Temps partiel (000)	806,7	814,4	783,0	-7,7	-0,9	31,4	4,0
Chômage (000)	337,2	340,3	332,8	-3,1	-0,9	7,5	2,3
Taux de chômage (%)	7,6	7,7	7,6	-0,1	-	0,1	-
Taux d'activité (%)	64,8	64,7	65,0	0,1	-	-0,3	-
Taux d'emploi (%)	59,9	59,7	60,1	0,2	-	-0,4	-

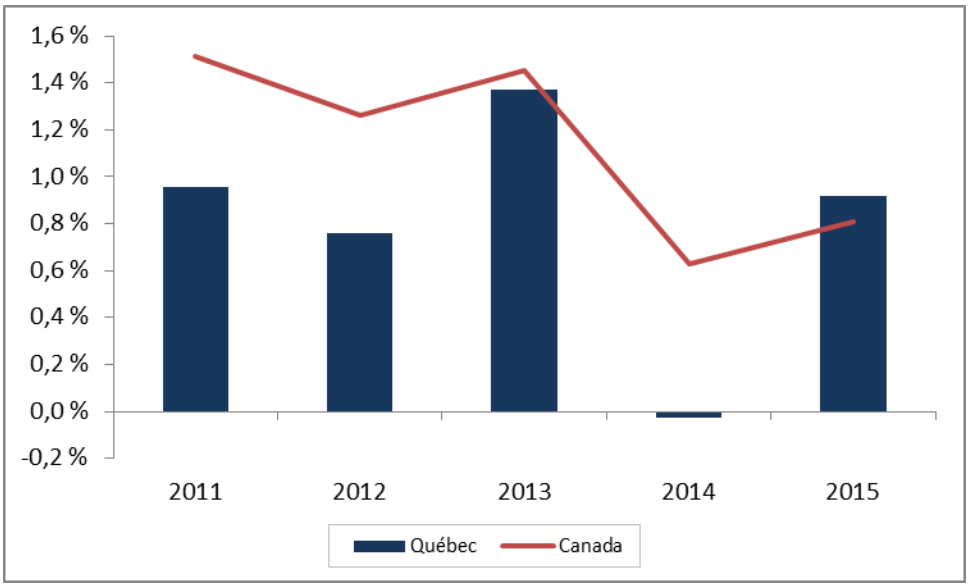
Remarque : Les totaux peuvent ne pas correspondre aux sommes indiquées en raison des arrondissements

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada – Tableau CANSIM 282-0002

Emploi et taux de chômage annuel, Québec



Croissance annuelle de l'emploi, Québec



L'augmentation d'emplois provient entièrement du travail à temps plein (+45 000 emplois ou 1,4 %) tandis que l'emploi à temps partiel a reculé de 7 700 emplois (-0,9 %). En 2014, la proportion du temps partiel sur l'emploi total avait franchi la barre des 20 % (20,1 %). Les variations d'emplois de la dernière année permettent à ce ratio de revenir sous la barre des 20 %, pour atteindre 19,5 %, une proportion toutefois plus élevée que la moyenne des dix dernières années (19,1 %).

Le Canada et l'Ontario ont aussi connu une croissance de l'emploi de 2014 à 2015, mais légèrement inférieure à celle du Québec. En effet, au Canada, l'emploi s'est accru de 0,8 % (+144 400 emplois) tandis que la

croissance de l'emploi en Ontario a été plus faible à 0,7 % (+45 300 emplois). C'est la première fois depuis 2010 que la croissance d'emplois au Québec est supérieure à celle enregistrée au Canada. À noter que les trois seules provinces qui ont connu une décroissance de l'emploi en 2015 sont situées dans la région de l'Atlantique, soit l'Île-du-Prince-Édouard (-1,1 %), Terre-Neuve-et-Labrador (-1,0 %) et le Nouveau-Brunswick (-0,6 %).

Au Québec, les autres indicateurs du marché du travail ont progressé timidement durant la dernière année, suite à une augmentation plus importante des personnes en emploi que la population active et la population en âge de travailler. D'abord, le taux de chômage a reculé d'un dixième de point de pourcentage (7,6 %). Il demeure cependant supérieur à ce qu'il était avant la récession de 2008-2009: ce dernier affichait 7,3 % en 2007. Même si son bilan de l'emploi a été plus favorable, le taux de chômage du Québec demeure supérieur aux taux affichés en Ontario (6,8 %) et dans l'ensemble du pays (6,9 %).

Alors qu'il avait atteint, en 2014, un creux historique sur 10 ans (64,7 %), le taux d'activité a augmenté d'un dixième de point de pourcentage, pour se fixer à 64,8 %. Avec le vieillissement de la population, il sera de moins en moins probable que le taux d'activité gagne plusieurs points de pourcentage; le report de la retraite chez certains travailleurs et l'immigration n'arriveront sans doute pas à renverser cette tendance. Le taux d'emploi a grimpé de deux dixièmes de point de pourcentage, atteignant 59,9 %. Depuis cinq ans, cet indicateur a peu bougé : il a oscillé dans un intervalle de 0,4 %, soit entre 59,7 % et 60,1 %.

Au niveau des groupes d'âge, l'analyse révèle que les jeunes hommes de 15 à 24 ans ont vu leur emploi reculer pour une cinquième année consécutive. Entre 2014 et 2015, il s'agit d'une baisse de 5 600 emplois, ce qui équivaut à une baisse de 2 %, provenant essentiellement de l'emploi à temps plein. Comme leur taux d'activité a aussi connu un recul pendant la même période, leur taux de chômage a diminué de six dixièmes de point de pourcentage pour atteindre 15,5 %. Au cours des dix dernières années, le taux d'emploi chez les jeunes femmes (15 à 24 ans) a toujours été supérieur à celui des jeunes hommes. En 2015, l'écart entre les deux groupes n'a jamais été aussi élevé : le taux d'emploi chez les jeunes femmes est de 62,5 % tandis qu'il est de 56,3 % chez les hommes.

La croissance de l'emploi s'est essentiellement exprimée chez les 25 ans et plus, particulièrement du côté masculin. Ces derniers ont connu une augmentation de 36 100 personnes en emploi (+2 %) par rapport à 2014. Leur taux de chômage est passé de 7,8 % à 7,4 % entre 2014 et 2015. Il demeure néanmoins supérieur au taux de chômage des femmes de 25 ans et plus (6 %). Si le taux de chômage est plus bas chez les femmes de 25 ans et moins, elles sont toutefois beaucoup moins actives que les hommes du même âge, leur taux d'activité étant 59,3 % par rapport à 69,3 % chez les hommes.

Taux de chômage annuel selon l'âge et le sexe, Québec

	2015	2014	2013	2014 à 2015	2013 à 2014
	%	%	%	(points de %)	(points de %)
Total	7,6	7,7	7,6	-0,1	0,1
25 ans et plus	6,7	6,8	6,6	-0,1	0,2
Hommes - 25 ans et plus	7,4	7,8	7,1	-0,4	0,7
Femmes - 25 ans et plus	6,0	5,6	6,0	0,4	-0,4
15 à 24 ans	12,8	13,2	13,0	-0,4	0,2
Hommes - 15 à 24 ans	15,5	16,1	15,5	-0,6	0,6
Femmes - 15 à 24 ans	10,2	10,3	10,5	-0,1	-0,2

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada – Tableau CANSIM 282-0002

EMPLOI PAR INDUSTRIE

Le secteur de la production de biens connait son deuxième recul d'effectifs consécutifs. En effet, en 2015, il y avait 25 800 emplois de moins qu'en 2014, soit une diminution de 3 %. Depuis dix ans, le secteur a d'ailleurs connu une diminution de 9,6 % de son effectif.

Entre 2014 et 2015, le recul le plus important du secteur de la production de biens provient de la construction (-20 900 emplois ou -8,2 %). Le recul de ce secteur, amorcé en 2014, s'explique notamment par le rehaussement du contrôle et des autorisations nécessaires pour conclure des contrats et des sous-contrats publics, suite à la *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, le resserrement des dépenses gouvernementales, le repli du secteur minier et un ralentissement dans la construction résidentielle. Notons que de 2004 à 2014, l'industrie de la construction a connu une croissance d'emploi de 55,7 % pendant que l'ensemble de l'emploi tous secteurs confondus augmentait de seulement 10,4 %. Au niveau de l'industrie de la fabrication, l'emploi a reculé 1 200 emplois (-0,2 %), une diminution plus modeste que celle connue l'année précédente (-4 400 emplois ou -0,9 %). Malgré une légère reprise des exportations, la mondialisation des chaînes de valeur impose une recherche de productivité qui freine la croissance de l'emploi au niveau de la fabrication et favorise, chez les pays développés, les créneaux manufacturiers à faible intensité de main-d'œuvre.

Le secteur des services affiche une croissance de 2 % par rapport à 2014, avec l'ajout de 63 100 emplois. Depuis dix ans, ce secteur a connu une croissance année après année, à une exception près, soit en 2009, année de récession. En outre, le secteur des services comptait 17,3 % d'emplois de plus qu'il y a dix ans, tandis que l'emploi total n'a connu qu'une croissance de 10,6 % entre 2005 et 2015. Le poids du secteur des services ne cesse d'augmenter dans le marché du travail québécois : il est passé de 75 % en 2005 à 79,6 % en 2015.

Les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien ont connu la plus importante croissance de l'emploi (9,2 %) entre 2014 et 2015, avec l'ajout de 14 200 emplois. Ne représentant que 4,1 % de l'emploi total, ce secteur a connu une croissance de 31,6 % depuis 10 ans, grâce, entre autres, à l'impartition des services spécialisés par les entreprises. Comptant pour 5,8 % de l'emploi total, les administrations publiques ont connu une croissance de 7,7 % depuis l'année dernière, avec l'ajout de 16 800 emplois. Ce taux de croissance est beaucoup plus élevé que la moyenne des dix dernières années (1 %). Avec 4,8 % des emplois du Québec, le secteur du transport et de l'entreposage a aussi connu une augmentation importante au cours de la dernière année, avec 10 900 emplois de plus qu'en 2014 (+5,9 %). Cette industrie est en croissance de façon ininterrompue depuis 2010, en raison notamment des investissements des différents gouvernements dans le développement des transports en commun et dans le transport terrestre des voyageurs, mais aussi de l'augmentation dans les activités de soutien au transport et de l'entreposage.

Seulement trois industries du secteur des services se sont inscrites en décroissance par rapport à 2014. D'abord, les autres services, qui regroupent les services de réparation et d'entretien, les services personnels, les organismes religieux, les fondations, les groupes citoyens et les organisations professionnelles, ont connu une décroissance de 11,4 % (-20 600 emplois). L'emploi dans cette industrie a subi successivement des baisses et des hausses au cours des dix dernières années, de sorte que son niveau d'emploi en 2015 (159 500 emplois) est pratiquement le même qu'en 2005 (161 300 emplois). En deuxième lieu, l'emploi au sein de l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs a décru de 5,8 % (-10 600 emplois). Cette industrie est fortement dépendante de deux éléments qui ont été sous pression durant la dernière année, c'est-à-dire les subventions gouvernementales et les dépenses des ménages. Finalement, l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location a connu une baisse de l'emploi de l'ordre de 1,4 %, soit 3 100 emplois de moins

qu'en 2014. Ce secteur a été affecté par la récession de 2008 et le ralentissement de l'économie en 2011. Depuis, l'industrie connait une hausse plus importante de sa production (PIB) alors que son emploi stagne, en raison des gains de productivité au cours des dernières années, l'industrie étant dans le peloton de tête à ce chapitre.

Données annuelles sur la population active, par industrie, Québec

	2015	2014	2013	2014 à 2015		2013 à 2014	
				Nombre	%	Nombre	%
Emploi total, toutes les industries	4 097,0	4 059,7	4 060,8	37,3	0,9	-1,1	0,0
Secteur de la production de biens	837,0	862,8	885,6	-25,8	-3,0	-22,8	-2,6
Agriculture	54,5	55,8	54,6	-1,3	-2,3	1,2	2,2
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	31,3	32,6	35,1	-1,3	-4,0	-2,5	-7,1
Services publics	27,9	29,0	29,6	-1,1	-3,8	-0,6	-2,0
Construction	234,7	255,6	272,1	-20,9	-8,2	-16,5	-6,1
Fabrication	488,6	489,8	494,2	-1,2	-0,2	-4,4	-0,9
Secteur des services	3 260,0	3 196,9	3 175,2	63,1	2,0	21,7	0,7
Commerce	662,5	644,9	645,2	17,6	2,7	-0,3	0,0
Transport et entreposage	196,5	185,6	183,0	10,9	5,9	2,6	1,4
Finance, assurances, immobilier et location	215,1	218,2	217,0	-3,1	-1,4	1,2	0,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	315,7	298,7	306,8	17,0	5,7	-8,1	-2,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	169,3	155,1	153,5	14,2	9,2	1,6	1,0
Services d'enseignement	278,0	274,1	279,9	3,9	1,4	-5,8	-2,1
Soins de santé et assistance sociale	576,5	569,2	553,8	7,3	1,3	15,4	2,8
Information, culture et loisirs	171,3	181,9	180,5	-10,6	-5,8	1,4	0,8
Hébergement et services de restauration	279,4	269,7	257,0	9,7	3,6	12,7	4,9
Autres services	159,5	180,1	180,8	-20,6	-11,4	-0,7	-0,4
Administrations publiques	236,3	219,5	217,5	16,8	7,7	2,0	0,9

Remarque : Les totaux peuvent ne pas correspondre aux sommes indiquées en raison des arrondissements

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada – Tableau CANSIM 282-0008

ANALYSE RÉGIONALE

Les régions Ressources

Les régions Ressources regroupent les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Elles génèrent 9 % de l'ensemble des emplois du Québec. Globalement, les régions Ressources ont vu leur nombre d'emplois reculer en 2015 (-0,9 %). L'Abitibi-Témiscamingue (-4 100 emplois) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (-1 500 emplois) ont connu les plus importants reculs d'emplois parmi les régions Ressources, tandis que la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (+1 700 emplois) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+1 300 emplois) ont connu des augmentations d'emplois de 2014 à 2015.

La majorité des régions Ressources ont vu leur taux de chômage reculer en 2015, sauf la Côte-Nord et le Nord-du-Québec où le taux de chômage a augmenté d'un point de pourcentage pour atteindre 9,8 %. Parmi ces régions, seule l'Abitibi-Témiscamingue (7 %) affiche un taux de chômage inférieur à celui enregistré au Québec (7,6 %).

Les régions Intermédiaires

Les régions Intermédiaires comprennent les régions du Centre-du-Québec, de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie et de la Mauricie. Elles fournissent 14,8 % de l'ensemble des emplois au Québec. Depuis 2014, l'emploi est demeuré pratiquement stable dans les régions Intermédiaires. En effet, des augmentations d'emplois ont été enregistrées au Centre-du-Québec (+5 200 emplois) et en Mauricie (+1 500 emplois), mais celles-ci ont été complètement annulées par les baisses d'emplois dans la Chaudière-Appalaches (-4 700 emplois) et en Estrie (-2 100 emplois). À noter que la région du Centre-du-Québec a, pour la première fois en 2015, retrouvé son niveau d'emploi pré-récession, c'est-à-dire celui qu'elle avait en 2007.

Les taux de chômage de l'ensemble des régions Intermédiaires ont reculé entre 2014 et 2015. Le recul le plus important a été enregistré en Mauricie, où le taux de chômage est passé de 8,6 % à 7,9 % en 2015. Par contre, la Mauricie demeure la seule parmi les régions Intermédiaires qui a un taux de chômage supérieur à celle de la province (7,6 %). La Chaudière-Appalaches, avec un taux de chômage à 5 %, a le deuxième taux de chômage le plus faible au Québec.

La Grande région de Montréal et environs

Le regroupement des régions économiques de Lanaudière, des Laurentides, de Laval, de la Montérégie et de Montréal représente la Grande région de Montréal. Elle génère 61,5 % de l'ensemble des emplois québécois. La Grande région de Montréal a connu une augmentation d'emplois de l'ordre de 0,8 % depuis 2014, soit un taux légèrement inférieur à celui de l'ensemble du Québec. La croissance d'emplois provenant des régions économiques de Montréal (+21 700 emplois), des Laurentides (+16 600 emplois) et de Lanaudière (+9 000 emplois) a permis d'effacer les pertes d'emplois enregistrées à Laval (-17 800 emplois) et en Montérégie (-8 700 emplois).

Malgré une hausse de leur population en emploi, les régions de Montréal (+0,7) et de Lanaudière (+0,6) ont vu leur taux de chômage augmenté depuis 2014, en raison d'une augmentation importante de leur population active. À l'inverse, le taux de chômage de la région de la Montérégie a baissé de six dixièmes de point de pourcentage, alors que le marché du travail se détériorait. Parmi les régions de ce regroupement, seules la Montérégie et les Laurentides ont un taux de chômage inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Les Capitales

Le regroupement des Capitales comprend la Capitale-Nationale et l'Outaouais et se démarque par une proportion importante de leur emploi au sein de l'administration publique dans leur marché du travail. En 2015, les Capitales totalisaient 14,7 % de l'emploi total au Québec. Les deux Capitales ont un bilan positif pour 2015 avec des croissances d'emplois amplement supérieures à celle enregistrée au Québec, soit 3,1 % pour la Capitale-Nationale et 3,9 % pour l'Outaouais.

Le taux de chômage de la Capitale-Nationale a baissé de huit dixièmes de point de pourcentage entre 2014 et 2015, pour se fixer à 4,7 %, le plus faible taux de chômage de toutes les régions économiques du Québec. En Outaouais, le taux de chômage n'a pas bougé, il est demeuré à 7,4 %.

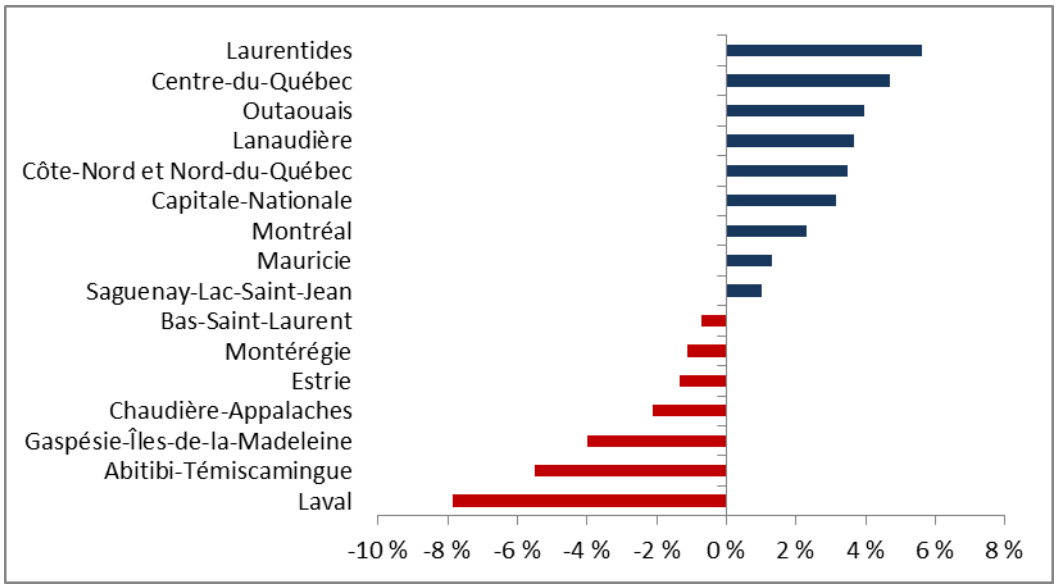
Données annuelles sur la population active, par région économique, Québec

Emploi (000)	2015	2014	2013	2014 à 2015		2013 à 2014	
				Nombre	%	Nombre	%
Québec	4 097,0	4 059,7	4 060,8	37,3	0,9	-1,1	0,0
Régions économiques							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	35,9	37,4	36,2	-1,5	-4,0	1,2	3,3
Bas-Saint-Laurent	84,5	85,1	88,9	-0,6	-0,7	-3,8	-4,3
Capitale-Nationale	400,9	388,7	386,8	12,2	3,1	1,9	0,5
Chaudière-Appalaches	218,7	223,4	218,8	-4,7	-2,1	4,6	2,1
Estrie	153,7	155,8	155,5	-2,1	-1,3	0,3	0,2
Centre-du-Québec	116,4	111,2	111,6	5,2	4,7	-0,4	-0,4
Montérégie	776,1	784,8	768,7	-8,7	-1,1	16,1	2,1
Montréal	969,0	947,3	963,3	21,7	2,3	-16,0	-1,7
Laval	209,1	226,9	221,0	-17,8	-7,8	5,9	2,7
Lanaudière	254,9	245,9	245,2	9,0	3,7	0,7	0,3
Laurentides	311,8	295,2	307,1	16,6	5,6	-11,9	-3,9
Outaouais	200,2	192,6	192,7	7,6	3,9	-0,1	-0,1
Abitibi-Témiscamingue	70,6	74,7	74,7	-4,1	-5,5	0,0	0,0
Mauricie	116,4	114,9	109,3	1,5	1,3	5,6	5,1
Saguenay—Lac-Saint-Jean	128,3	127,0	128,0	1,3	1,0	-1,0	-0,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	50,6	48,9	53,0	1,7	3,5	-4,1	-7,7

Remarque : Les totaux peuvent me pas correspondre aux sommes indiquées en raison des arrondissements

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada – Tableau CANSIM 282-0123

Croissance annuelle de l'emploi, par région économique, Québec 2014 à 2015



Remarque : *Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.*

Préparé par *: Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec*
Pour de plus amples informations*, veuillez contacter Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT) à :*
NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca
Pour de l'information sur l'Enquête sur la population active*, visitez le site Web de Statistique Canada à :*
www.statcan.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés